

## **Pour une économie humaniste : institutionnalisation de la consommation militante**

Premiers signataires :

Malik Dussaud (Sec. de section – **Montréal** F.F.E.), **SECTION DE MONTREAL**, dont, Youenn Gourmelen, André Hodebert, Jean Isseri, Yann Kervahut, Thomas Martinuzzo, Franck Scemama, Thomas Sicard. Marianne Bonnard (Militante PS de **Québec**). Jean-Philippe Sautre (Sec. de section – **Finlande** F.F.E.), **SECTION DE FINLANDE**. Jean-Marie Langlet (Sec. de section – **Francfort** F.F.E. et élu SPD). Hélène Macelroy (Sec. de section – **Dublin** F.F.E.). Roger Jawish (Sec. de section – **Liban** F.F.E.). Cyrille Vignon (Sympathisant PS de **San Diego**). Angélique Dremeau (Militante PS de **Stuttgart**). Gilles Harerimana (Sympathisant 75005, **Paris**)

*...capital is brought into existence not by the propensity to save but in response to the demand resulting from actual and prospective consumption...*

(Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Livre VI, Chapitre 23)

\*\*\*

**Cette contribution pour le projet socialiste de 2007 a un double objectif : réaffirmer avec sincérité la nécessité de dépasser le marxisme, et proposer un levier pratique et efficace de plus pour l'Etat pour lutter contre les inégalités révoltantes engendrées par le capitalisme contemporain. Il affirme aussi la ferme volonté jauresienne de trouver des solutions concrètes ancrées dans le réel pour répondre à un bel idéal humaniste.**

\*\*\*

**Le consommateur est la clef de voûte de l'économie capitaliste car organisé, son énergie pourrait être mieux utilisée par l'Etat.**

Aujourd'hui, la consommation totale des ménages français s'élève à environ 1000 milliards d'euros (INSEE). A titre de comparaison, le budget de l'Etat prévoit des dépenses annuelles d'environ 300 milliards d'euros (Ministère des Finances). Les individus, réunis collectivement pèsent de façon colossale ! Le consommateur détient les clefs de la souveraineté économique et nous pouvons exploiter cela pour proposer un nouveau champ de compétences de la collectivité.

**L'analyse marxiste de la lutte de classe doit être dépassée pour un socialisme pragmatique, adapté aux injustices du 21<sup>ème</sup> siècle**

La force d'un **socialisme pragmatique** alliant **flexibilité, volontarisme** et **dynamisme** est d'accepter l'économie de marché dans ce qu'elle a de mieux : la création de richesse. Mais il faut radicalement refuser les injustices évidentes qui viennent avec. Le trop « social » sans création ou la redistribution étouffante se retourne généralement contre les plus faibles de notre société, en asphyxiant la croissance. Car 2007, sans une vision réaliste et positive pour la France, c'est tout simplement mission impossible. Ajoutez à cela un budget difficile à boucler et le Français moyen comprendra que la dette ne partira pas avec une baguette magique. Mais pour que le socialisme se rassemble, pour lui redonner toute sa noblesse, **nous devons sublimer l'analyse marxiste de la lutte des classes**. En tout cas, nous devons éviter la tentation de revenir à une vision passéiste de l'économie.

**L'individu est tiraillé entre plusieurs intérêts propres.**

*Pauvre citoyen d'un côté otage et complice de la mondialisation et de l'autre exposé à des menaces également mondialisées*

*(Jean Peyrelevade, Capitalisme Total)*

Un des grands piliers du capitalisme contemporain est la centralité de l'individualisme. L'individu se décline dans le cadre capitaliste en travailleur, consommateur, épargnant,

actionnaire direct ou indirect et électeur. Les luttes sociales des deux siècles précédents ont équilibré les différents pouvoirs attribués à l'individu, en montant les pouvoirs des individus les uns contre les autres sciemment et involontairement. Cependant, le pseudo-équilibre harmonieux atteint pendant les années de croissance de 1945 à 1970 semble dépassé : le chômage nous hante, l'ascenseur social est en panne, et la xénophobie devient banale. Il faut tenter de donner les grandes lignes d'une politique de la réconciliation des diverses composantes de l'individu. En plus des intérêts divergents entre individus, chaque citoyen est tiraillé au sein de lui-même : c'est un dilemme important de l'homme privilégié moderne.

**Son premier conflit d'intérêt : prix contre salaire.**

Tentons tout d'abord d'illustrer cette lutte intra et interindividuelle. En tant que consommateur, l'individu souhaite acheter au plus bas, tout en réclamant le salaire le plus élevé. Les entreprises quant à elles préfèrent conquérir le marché en réduisant les prix à la consommation tout en ayant la terreur de l'inflation sur les salaires. Soit dit en passant que cette stagnation des salaires entraîne une baisse du pouvoir d'achat, une walmartisation de l'économie de « services ». Et il y a une certaine contradiction dans ce comportement « normal », car il s'agit bien de la norme érigée par l'évolution que nous avons donné au système. Le capitalisme est un système neutre et c'est l'homme qui lui donne son sens, sa perversité et ses antagonismes égoïstes. Nos compatriotes se cachent cet antagonisme évident. Nous profitons de la baisse des prix de produits importés tout en hurlant « Au secours, nous délocalisons ! ». Un ami socialiste se targue de faire de bonnes affaires dans des « Dollarama », des magasins canadiens où tout est à un dollar. La misère des travailleurs est mise en concurrence. Mais n'oublions jamais que les prix sont corrélés aux salaires ! Le surplus de bien-être social gagné est en quelque sorte récupéré sur un autre travailleur qui peut se trouver à l'autre bout du monde. Sans aborder le problème des délocalisations, si nos entreprises s'alignent sur les coûts des produits manufacturés importés, les salaires doivent être revus à la baisse.

**Son deuxième conflit d'intérêt : épargne la plus rentable contre nos valeurs humanistes.**

Deuxièmement, l'épargnant qui est souvent actionnaire direct ou indirect exige les retours sur investissement les plus élevés, tout en ayant le plus de protections sociales individuelles. Il faut être conscient qu'en confiant notre patrimoine, les gestionnaires spéculent sur les entreprises les plus « rentables » en bourse et, dont les comportements sont souvent socialement discutables. Certes, l'économie de marché que nous prôtons est dynamique et rentable mais son inspiration est de tradition humaniste. Mais si nous misons sur le tout-financier, sur le tout-rentable, comme c'est le cas aujourd'hui, nous obtenons la situation actuelle : la réification de l'individu. En plus d'être immoral en lui-même, ce procédé dégradant souvent dénommé *aliénation* bouleverse les équilibres de la planète : accumulation anti-libérale de moyens de productions quasi-oligarchiques, dégradation de l'environnement, mouvements de balanciers de la bourse, fin de la démocratie sociale. Les choix de nombreux projets sont effectués en fonction de la comparaison retour-risque, sans prendre en compte la dimension humaine et environnementale. Nous oublions la facture morale, et s'efface le « prix » environnemental.

**Son troisième conflit d'intérêt : réclamer le meilleur service public possible tout en ayant les impôts les plus faibles. En plus de cela, avec la mondialisation, le dirigisme étatique dans la sphère économique devient caduc : la gauche et la droite se confondent dans l'esprit de l'électeur.**

Et finalement, l'électeur souhaite en tant que membre de la société pouvoir infléchir le destin de la nation, dont l'optimal serait l'intérêt général. Mais l'économie est cet objet glissant difficile à saisir et à contrôler, une fois au pouvoir et qui est semblable au mercure, en paraphrasant Jean Peyrelevade. Bien sûr, nous pouvons toujours décapiter la bête, c'est le socialisme soviétique qui achèverait la France. Au prix d'une économie planifiée et exsangue, le citoyen aura le contrôle. En outre, nous observons donc deux contradictions flagrantes pour notre système de représentation actuel : le vote en tant qu'incarnation de l'intérêt général et le vote en tant qu'expression de l'intérêt particulier souvent associé au déterminisme de classe. Le deuxième antagonisme est la volonté de protection qui s'oppose au refus du prélèvement fiscal. Souvent, l'électeur moyen pense que l'Etat, cette entité qui est loin de lui, prend l'argent du peuple mais réclame le plus de protections de la part de ce même Etat ! Donc, les

efforts de pédagogie doivent être décuplés tout en proposant de nouveaux outils plus efficaces pour la collectivité.

**Le capitalisme contemporain change la donne, une nouvelle révolution doit être entamée, car le pouvoir de la démocratie trouve ici sa limite. De nouveaux leviers doivent être trouvés pour que l'intérêt général s'incarne dans l'action du gouvernement.**

Le système est complexe et nous voyons que l'individu peut avoir du mal à cerner ses intérêts propres qui sont parfois divergents. Bien sûr, certains individus sont plus « actionnaires » que « travailleurs », c'est évident. Et donc, dans une certaine mesure la lutte historique des classes s'applique toujours. Mais nous devons voir que même si le capitalisme moderne, financier et mondialisé que nous connaissons participe à la création de richesses individuelles exceptionnelles, une large classe de Français vit dans un certain confort indéniable. Ce sont d'ailleurs des Français qui peuvent maintenant voyager à travers le monde, vivre jusqu'à un âge avancé, et s'offrir des biens immobiliers non négligeables. Il s'agit d'une richesse absolue et relative dans le contexte mondial. Mais surtout, nous devons nous interroger sur la longévité d'un système qui s'appuie sur un château de carte de plus en plus fragile. A côté de cette véritable classe de nantis profitant de la mondialisation surgit une nouvelle classe paupérisée et vivant dans la précarité.

Si nous acceptons les bases du système économique actuel, tout en rejetant son esprit, nous pouvons effectuer une véritable révolution dans la logique des grandes révolutions politiques ! Une révolution vigoureuse peut « changer le monde ». Il s'agit de rendre visible les liens socio-économiques entre consommateurs, travailleurs, épargnants, électeurs. Jaurès voulait faire comprendre aux ouvriers leur importance, leur place, et leur dignité. Aujourd'hui, une fois de plus nous devons faire cela : détacher l'homme de ses déterminismes. Le plus grand aujourd'hui : la consommation. Keynes urgeait en 1930 les Anglais à consommer pour le bien de la patrie à la suite de la crise de 1929. C'est dans ce sens que nous devons changer le schéma économique actuel.

**Ce levier est l'orientation non coercitive de la consommation, en introduisant (a) de nouvelles données marchandes (en plus**

du prix) : la valeur *développement durable* et la valeur *sociale* du produit, (b) une incitation liée à la TVA de ces produits. Il s'agit d'une extension du concept de « commerce équitable ».

Le consommateur est un acteur indéniable dans notre économie. Mais comme l'expérience socialiste des années 1980 nous l'a prouvé, le social-keynésianisme échoue dans une économie non protectionniste. Augmenter les facteurs de demande, se traduit par une hausse des importations. Ce qui est vrai en 1982 est encore plus certain en 2005 !

Alors, comment pouvons-nous fédérer les intérêts individuels pour l'harmonie de notre système économique ? Aller dans le sens d'une mutualisation des achats nous semble très soviétique, tuant l'énergie naturelle d'entreprendre, au risque de gangrener le système. Nous proposons donc une toute autre piste de réflexion.

L'action politique que nous proposons est d'exiger une information considérable à l'intention des consommateurs sur tous les produits qu'ils soient manufacturés, financiers ou autres. Pour assurer la clarté de l'information le législateur pourrait exiger l'introduction d'une **étiquette sur chaque produit qui comporterait deux indicateurs : l'un concernerait le développement durable et l'autre un indicateur de bien social dans l'entreprise**. Une commission composée de représentants politiques (de la République, et de l'Union Européenne), d'économistes, de membres d'associations fixerait le cadre de calcul de ces indicateurs. Les membres du comité d'entreprise seraient chargés de calculer ces indicateurs avec l'aide d'agents compétents de l'Etat. Cette mesure consoliderait le poids des salariés au sein de leurs entreprises. Pour inciter la vigilance des consommateurs, de légères variations de TVA d'un produit à l'autre pourraient être pensées en fonction de la valeur de ces indicateurs. Et le tremplin de l'Europe, nous permettrait de faire résonner ce nouveau capitalisme responsable où l'humain consomme de façon réfléchie et fraternelle. C'est bien sûr dans le cadre européen que doit se développer cet étiquetage : il faut en faire une norme européenne qui favorisera notre industrie, qui haussera le niveau social du monde et qui élèvera l'individu en le rendant responsable de sa consommation. Car l'Europe sociale c'est bien cela ! Ce sont de telles mesures qui font vibrer la fibre humaniste des habitants de l'union européenne : un monde meilleur est possible ! Et l'Europe en est le vecteur le plus sûr. Les Européens se reconnaissent dans ces valeurs plutôt que dans la technocratie.

**Les forces du dispositif**

Tout d'abord, les entreprises seront sensibles au développement durable et à une gestion humaniste de l'entreprise. Il s'agit d'une arme contre le *dumping social* et une dissuasion très forte contre la destruction de l'environnement. Si les 450 millions de consommateurs de l'Union exigent des entreprises chinoises une concurrence loyale, la protection de notre marché se ferait librement dans le cadre de l'économie de marché. Cet étiquetage serait une véritable sanction qui subordonnerait l'économie à l'intérêt général. Mais surtout, il s'agirait d'une nouvelle règle : la bourse pourrait à long terme devenir le promoteur de l'humanisme ! Mais nous sommes conscient du chemin qu'il nous reste à parcourir.

Ensuite, nous dotons la société civile d'une arme importante pour s'exprimer. Les consommateurs vont ainsi vers un statut quasi-institutionnel qui pourront exprimer des choix de sociétés : quelles sont nos valeurs ? La société pourra favoriser de façon effective un monde plus juste.

En plus de donner un pouvoir quasi-institutionnel au consommateur, une telle mesure élèverait l'humanité : l'homme en sortirait plus grand. Nous affirmons le caractère primordial de l'humain sur celui de la rentabilité sans empêcher la création de richesse. Le dispositif responsabiliserait les citoyens en leurs faisant prendre conscience des antagonismes générés par le capitalisme contemporain.

En plus d'être une proposition pragmatique, ce dispositif est fortement symbolique : il nous rappelle notre attachement à l'humanisme socialiste. L'homme et la nature passent avant le profit et cette idée s'incarne esthétiquement et symboliquement par une étiquette sur un produit. Car, la gauche c'est aussi ce sentiment à la fois tripal et rationnel d'une immense injustice qui a besoin de symboles forts pour permettre la prise de conscience.

### **Les obstacles et les faiblesses du dispositif**

Tentons de comprendre les obstacles ainsi que les faiblesses qui ressortiront d'un tel dispositif d'étiquetage. Illustrons nos propos en considérant l'exemple d'un pantalon. Un produit importé de Chine vaut 10 mais a une valeur sociale de 1 et une valeur développement durable de 1 tandis que un produit équivalent de l'Union coûte 13 avec une valeur sociale de 4 et une valeur développement durable de 3. Bien sûr, il ne s'agit que de chiffres caricaturaux donnés à titre d'exemple, pour être plus concret. Dans la délibération intime du consommateur, quel chiffre privilégier ? Comment pondérer ? Toutes ces questions restent ouvertes, et donnent

une certaine liberté au consommateur qui exprimera la pondération de ces valeurs. Le consommateur français devra arbitrer entre ces deux triplets d'information. L'équilibre du marché ne se fera par les prix mais par un triplet d'information laissant une certaine place au jugement critique de l'individu : il s'agira d'une évolution certaine de l'économie de marché !

Une telle évolution préserve la liberté de l'individu et le choix de pondération dans les décisions des trois critères variera d'un individu à l'autre. Nous sommes conscients que seule, au début, une « classe » aisée de la population participera activement à ce mouvement. Mais ne s'agira-t-il pas de l'électrochoc cautionné par l'Etat dont nous avons tant besoin pour modifier l'avenir du capitalisme ? Probablement, seuls les « bourgeois » sensibilisés par le développement durable, les conditions des hommes auront le moyen de s'approprier des produits plus chers mais plus « justes ». En nous référant à Marx, nous devons nous rappeler qu'au cours de l'histoire, les réformes affectent tout d'abord une seule catégorie de la population pour atteindre finalement tous les hommes car l'histoire a le sens du progrès grâce à la prise de conscience des masses. Petit à petit, par la voie tracée par l'Etat, nous pourrons faire de tous les citoyens des consommateurs avisés qui comprendront que la consommation est un pouvoir politique.

L'autre problème qui se posera concernera la mise en place de ces normes d'étiquetage, sans parler de l'effort qui devra être effectué pour convaincre nos partenaires de l'Union. En effet, il n'est pas évident de tirer des valeurs « sociales » objectives d'une entreprise. Cette contribution ne propose pas les processus à mettre en place pour construire ces valeurs, et il s'agira certainement d'un critère de réussite de ce projet.

\* \* \*

Résumons : debout le consommateur, réalise ton pouvoir, fais-en une arme sociale de progrès !

Nous basons notre réflexion sur une transcendance du modèle marxiste de la société en concluant qu'il est nécessaire d'agir dans cette nouvelle dimension de responsabilité du consommateur, tout en proposant une incitation volontariste de l'Etat. Comme le soulignait Max Weber dans les années 1920, l'esprit du capitalisme est rationnel car il tente d'organiser le travail dans un but précis : l'optimisation rationnelle de la rentabilité. Mais ce rationalisme

est individualiste, et là où nous nous disons « socialistes » est d'asservir le capitalisme à la Raison d'Etat, à celle de l'intérêt général.

Cette conscience du consommateur apparaît dès les années 1970 dans le mouvement consumériste incarné par Ralph Nader qui fit voter des lois au Congrès américain pour protéger les consommateurs américains. Le **militantisme** du consommateur que nous proposons de soutenir existe déjà à un stade embryonnaire : il s'agit du mouvement international de *commerce équitable*. C'est d'ailleurs dans ce cadre international que nous pourrions stimuler le progrès social aux quatre coins du globe. D'abord nous devons convaincre les pays de **l'Union Européenne** car l'économie doit maintenant être réfléchie au niveau européen. Ce sont ces mesures qui interpellent les citoyens. Et ne pourquoi pas, à terme, en faire une norme contrôlée par l'OMC ? Il s'agirait d'une régulation ne mettant pas en cause le libre-échange, ce serait une concurrence de l'humanisme des entreprises dont le juge serait le citoyen du monde !

Mais en allant plus loin dans nos propos, la notion de pouvoir sous-jacente à la consommation est par essence censitaire, principe contre lequel nous devons être révoltés. Ainsi, si nous faisons un parallèle entre démocratie politique et démocratie des consommateurs, nous vivons à l'ère pré-1789 de la démocratie des consommateurs. Une telle démocratie ne peut se définir qu'au niveau international, étant donné l'importance du commerce extérieur dans notre consommation. Plus le consommateur est riche, plus il a la possibilité de s'exprimer. Ce pouvoir bien particulier dépend donc de la capacité à consommer.

La phase de la démocratie consommatrice censitaire n'en est qu'à ses débuts. Malheureusement, dans ce système qui est déjà un progrès, le pouvoir est proportionnel à la capacité de consommer et donc à la richesse. Mais après une phase d'ancrage incontesté de la présence de la consommation comme pouvoir démocratique, il faudra inévitablement évoluer vers un système où le pouvoir de l'individu ne dépend plus de sa capacité à consommer ou à produire de la richesse par le travail. Bien sûr, un tel système supposera une homogénéité des richesses internationales, une grande responsabilité des uns et des autres, un étatisme qui ne serait pas opposé à la notion de liberté et qui ne serait pas un pouvoir décrétant par ukases.